

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (90)42

Vol. 1990/0011

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

20 février 1990

COM(90) 42 NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/189/90

Délai:

MARDI 27 FEVRIER 1990 - 12 H.

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Secteur viti-vinicole

- Importation des vins, jus et moûts de raisins

Proposition de M. Mac SHARRY

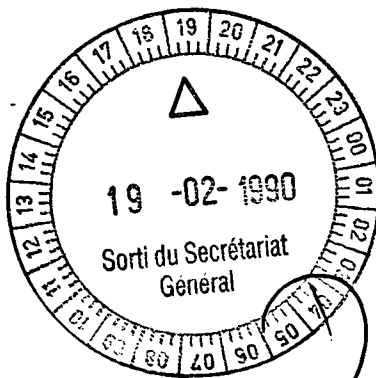
Décision proposée :

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2390/89 établissant les règles générales pour l'importation des vins, des jus et des moûts de raisins

Commentaire

Ce projet vise le relèvement de certaines limites quantitatives en-dessous desquelles l'attestation et le bulletin d'analyse ne sont pas demandés.

Selon le service responsable, il n'y a pas d'incidences financières pour le budget communautaire.



D. F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW , DEWOST

p.l. : M. de MOOR

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

I. Direction générale responsable : VI/E/3

Services associés :

- pour accord -

D.G. XIX : accord

D.G. XXIII : accord

- pour avis -

Service juridique : avis favorable (sous réserve d'une dernière vérification du texte).

II. Langue (original : F)

III. Consultation : du Parlement européen : facultative et non souhaitée et le service responsable suggère de ne pas y recourir compte tenu de l'importance mineure du dossier.
: du C.E.S. : facultative.

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL. 11/101) pour consultation, dans toutes les langues officielles.

ANNEXE CALENDRIER

Il est proposé de transmettre cette proposition de règlement au Conseil dans les meilleurs délais afin que celui-ci puisse en statuer éventuellement les 26-27 mars 1990.

Historical Archives of the European Commission

Cette mesure n'a pas d'impact sur les PME et l'emploi.

Diese Massnahme hat weder Auswirkungen auf Klein-und Mittelbetriebe noch auf die Beschäftigungslage.

This measure has no impact on the small and medium-sized businesses and employment.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION A LA COMMISSION

Le règlement (CEE) n° 2390/89 définit les cas où les produits viti-vinicoles originaires des pays tiers sont exemptés de la présentation d'une attestation d'origine et de conformité ainsi que d'un bulletin d'analyse.

Il est proposé à la Commission de relever certaines limites quantitatives en-dessous desquelles l'attestation et le bulletin d'analyse ne sont pas demandés (de 60 à 100 l pour les importations en bouteilles et de 15 à 30 l pour les importations des voyageurs).

Ainsi la cohérence entre les exemptions prévues par ledit règlement et les règles applicables en matière de franchises douanières et en matière de documents accompagnant le transport des produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté sera améliorée.

EXPOSE DES MOTIFS

L'importation dans la Communauté des produits viti-vinicoles originaires des pays tiers est subordonnée à la présentation d'une attestation d'origine et de conformité ainsi que d'un bulletin d'analyse.

Le règlement (CEE) n° 2390/89 prévoit cependant des cas bien définis où ces documents ne sont pas exigés. Afin d'améliorer la concordance entre les dispositions qui régissent ces cas et les règles applicables en matière de franchises douanières et en matière de documents accompagnant le transport des produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté, il est notamment proposé de relever certaines limites quantitatives en dessous desquelles l'attestation et le bulletin d'analyse ne sont pas demandés (de 60 à 100 l pour les importations en bouteilles et de 15 à 30 l pour les importations effectuées par des voyageurs).

L'adoption par le Conseil de la présente proposition de règlement n'entraîne pas de conséquences financières pour le budget de la Communauté.

VI/6441/89-FR
Rév. 2 (p.3)

Proposition de

REGLEMENT (CEE) N° / DU CONSEIL

du

modifiant le règlement (CEE) n° 2390/89 établissant les règles
générales pour l'importation des vins, des jus et des moûts de raisins

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Commission économiques européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant
organisation commune du marché viti-vinicole⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par
le règlement (CEE) n° 1236/89⁽²⁾, et notamment son article 70 paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 4 du règlement (CEE) n° 2390/89 du Conseil ⁽³⁾,
modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° /89 ⁽⁴⁾ prévoit dans
certains cas l'exemption de la présentation de l'attestation et du bulletin
d'analyse pour des produits viti-vinicoles à importer dans la Communauté; qu'il
est indiqué d'adapter ces règles, dans un souci d'harmonisation, aux règles de
franchise en vigueur dans la réglementation douanière et dans le régime des
documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à l'intérieur de
la Communauté;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT:

(1) JO n° L 84 du 27. 3.1987, p. 1

(2) JO n° L 128 du 11. 5.1989, p. 31

(3) JO n° L 232 du 9.12.1989, p. 7

(4) JO n° L

Article premier

A l'article 4 du règlement (CEE) n° 2390/89, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant :

- "1. Sont exemptés de la présentation de l'attestation et du bulletin d'analyse les produits originaux et en provenance des pays tiers, présentés en récipients de 2 litres ou moins, étiquetés et munis en outre d'un dispositif de fermeture non récupérable, lorsque la quantité totale transportée n'excède pas 100 litres.
2. Sont en outre exemptés de la présentation de l'attestation et du bulletin d'analyse :
 - a) les quantités de vin n'excédant pas 30 litres :
 - contenues dans les bagages personnels des voyageurs,
 - faisant l'objet de petits envois adressés à des particuliers lorsque ces quantités sont manifestement destinées à la consommation personnelle ou familiale desdits particuliers,
 - b) les vins et les jus de raisins présentés en récipients de 5 litres ou moins, étiquetés et munis en outre d'un dispositif de fermeture non récupérable, originaux et en provenance des pays tiers dont les exportations dans la Communauté sont inférieures à 1.000 hectolitres par an,
 - c) les vins et les jus de raisins contenus dans les déménagements des particuliers,
 - d) les vins et les jus de raisins destinés aux foires, telles que définies dans les dispositions douanières applicables en la matière, sous réserve que les produits concernés soient conditionnés en récipients de 2 litres ou moins, étiquetés et munis en outre d'un dispositif de fermeture non récupérable,

- 3 -

- e) les quantités de vin, de moût de raisins et de jus de raisins importés à des fins d'expérimentation scientifique et technique dans la limite de 1 hectolitre,
- f) les vins destinés aux représentations diplomatiques, postes consulaires et organismes assimilés, importés au titre des franchises qui leur sont consenties,
- g) les vins et les jus de raisins constituant les provisions de bord des moyens de transport internationaux.

Le présent règlement ne fait pas obstacle aux régimes applicables aux frontaliers."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicables dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

FICHE FINANCIERE

DATE : 16.01.1990

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1000

CREDITS : -

2. INTITULE DE LA MESURE :

Modification du R. (CEE) n° 2390/89 établissant les règles générales pour l'importation des vins, de jus et des moûts de raisins.

3. BASE JURIDIQUE : Règlement (CEE) n° 822/87

4. OBJECTIFS DE LA MESURE :

Harmonisation des règles en matière de franchise douanière et dans le régime des documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté.

5. INCIDENCES FINANCIERES

PERIODE DE
12 MOIS

EXERCICE EN
COURS (90)

EXERCICE
SUIVANT (91)

5.0 DEPENSES A LA CHARGE

~~DU BUDGET DES CE~~
(~~RESTITUTIONS/INTERVENTIONS~~)
~~DES BUDGETS NATIONAUX~~
~~D'AUTRES SECTEURS~~

5.1 RECETTES

- RESSOURCES PROPRES DES CE
(PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE)
~~SUR LE PLAN NATIONAL~~

-

-

-

1992

1993

1994

1995

5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES

5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE

OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS

OUI/NON

OBSERVATIONS :

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Mit der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 werden die Fälle festgelegt, in denen Weinerzeugnisse mit Ursprung in Drittländern von der Vorlage einer Ursprungs- und Nämlichkeitsbescheinigung sowie eines Analysebulletins freigestellt sind.

Es wird der Kommission vorgeschlagen, bestimmte Grenzwerte für die Mengen zu erhöhen, bis zu denen ein Analysebulletin verlangt wird (von 60 auf 100 l für die Flascheneinfuhr und von 15 auf 30 l für die Einfuhr im Reisegepäck).

Die mit der genannten Verordnung vorgesehenen Freistellungen und die die Zollbefreiung sowie die beim Transport von Weinerzeugnissen in der Gemeinschaft mitzuführenden Begleitpapiere regelnden Bestimmungen würden somit besser aufeinander abgestimmt.

BEGRÜNDUNG

Die Einfuhr in die Gemeinschaft von Weinerzeugnissen mit Ursprung in Drittländern unterliegt der Vorlage einer Ursprungs- und Konformitätsbescheinigung sowie eines Analysebulletins.

Die Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 sieht jedoch genau festgelegte Fälle vor, in denen diese Dokumente nicht vorgelegt zu werden brauchen. In dem Bemühen um eine bessere Übereinstimmung zwischen den für diese Fälle geltenden Bestimmungen und den Freistellungsregeln, die für die Zollabfertigung und für die mitgeführten Dokumente bei der Beförderung von Weinerzeugnissen innerhalb der Gemeinschaft gelten, wird insbesondere vorgeschlagen, bestimmte Mengengrenzungen anzuheben, unterhalb deren die Bescheinigung und das Analysebulletin nicht verlangt werden (von 60 auf 100 l für Einfuhren in Flaschen und von 15 auf 30 l für Einfuhren durch Reisende).

Die Annahme des vorliegenden Verordnungsvorschlags durch den Rat hat keine finanziellen Auswirkungen auf den Gemeinschaftshaushalt.

Vorschlag für eine

VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 zur Festlegung allgemeiner
Einfuhrbestimmungen für Wein, Traubensaft und Traubenmost

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 822/87 des Rates vom 16. März 1987 über
die gemeinsame Marktorganisation für Wein⁽¹⁾, zuletzt geändert durch die
Verordnung (EWG) Nr. 1236/89⁽²⁾, insbesondere auf Artikel 70 Absatz 2,

auf Vorschlag der Kommission,

In Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 des Rates⁽³⁾, zuletzt geändert durch
die Verordnung (EWG) Nr. /89⁽⁴⁾, sieht bestimmte Fälle vor, in denen die
Vorlage der Bescheinigung und des Analysebulletins für in die Gemeinschaft
einzuführende Weinerzeugnisse nicht erforderlich ist. Diese Bestimmungen sollten
in dem Bemühen um eine bessere Übereinstimmung den Freistellungsregeln angepasst
werden, die für die Zollabfertigung und für die mitgeführten Dokumente bei der
Beförderung von Weinerzeugnissen innerhalb der Gemeinschaft gelten -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

(1) ABI Nr. L 84 vom 27.3.1987, S. 1

(2) ABI Nr. L 128 vom 11.5.1989, S. 31

(3) ABI Nr. L 232 vom 9.12.1989, S. 7

(4) ABI. Nr. L

- 2 -

Artikel 1

In Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 erhalten die Absätze 1 und 2 folgende Fassung:

- "1. Die Vorlage der Bescheinigung oder des Analysebulletins ist nicht erforderlich bei Erzeugnissen mit Drittlandsursprung oder -herkunft in Behältnissen von zwei Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, wenn die beförderte Gesamtmenge 100 Liter nicht übersteigt.
2. Die Vorlage der Bescheinigung und des Analysebulletins ist ferner nicht erforderlich bei:
 - a) Mengen bis zu 30 Litern:
 - Im Reisegepäck,
 - in Kleinsendungen an Privatpersonen, wenn diese Mengen offensichtlich für ihren persönlichen Verbrauch oder den ihrer Familien bestimmt sind;
 - b) Wein und Traubensaft in Behältnissen von fünf Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, mit Ursprung in und Herkunft aus Drittländern, deren Ausfuhren in die Gemeinschaft jährlich unter 1.000 Hektolitern liegen;
 - c) Wein und Traubensaft, die im Umzugsgut von Privatpersonen enthalten sind;
 - d) Wein und Traubensaft, die für Messen bestimmt sind, und für die die dafür vorgesehene Zollregelung gilt, sofern die betreffenden Erzeugnisse in Behältnissen von zwei Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, abgefüllt sind;

- 3 -

- e) den Mengen Wein, Traubenmost oder Traubensaft, die zu wissenschaftlichen und technischen Versuchszwecken eingeführt werden, bis zu höchstens einem Hektoliter;
- f) Wein, der für diplomatische Vertretungen, Konsulatsstellen und gleichgestellte Einrichtungen bestimmt ist und im Rahmen der ihnen gewährten Befreiungen eingeführt wird;
- g) Wein und Traubensaft, die den Proviant der grenzüberschreitenden Verkehrsmittel bilden.

Diese Verordnung steht den für Grenzgänger geltenden Regelungen nicht entgegen."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

FINANZBOGEN

DATUM : 16.1.1990

1. HAUSHALTSPOSTEN : 1000

MITTELANSATZ : -

2. BEZEICHNUNG DES VORABENS :

Änderung der VO (EWG) Nr. 2390/89 zur Festlegung der Grundregeln für die Einfuhr von Wein, Traubensaft und Traubenmost

3. RECHTSGRUNDLAGE : VO (EWG) Nr. 822/87

4. ZIELE DES VORABENS : Angleichung der Bestimmungen bezüglich Zollbefreiung und der beim Transport von Weinerzeugnissen in der Gemeinschaft mitzuführenden Unterlagen

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

5.0. AUSGABEN ZU LASTEN

- ~~BEREICH HAUSHALT~~
- ~~BEREICH KONTAKT KONTAKT KONTAKT~~
- ~~NATIONALE HAUSHALTE~~
- ~~BEREICH KONTAKT~~

5.1. EINNAHMEN

- EIGENE MITTEL DER EG (ABSCHÖPFUNGEN/ZÖLLE)
- ~~BEREICH KONTAKT~~

12-MONATS-PERIODE

LAUFENDES
HAUSHALTSJAHR (90)KOMMENDES
HAUSHALTSJAHR (91)

5.0.1. VORAUSSCHAU AUSGABEN

5.1.1. VORAUSSCHAU EINNAHMEN

1992

1993

1994

1995

5.2. BERECHNUNGSWEISE :

6.0. FINANZIERUNG IM LAUFENDEN HAUSHALT IST MÖGLICH DURCH IM BETREFFENDEN KAPITEL VORMANDENE MITTEL

JA/NEIN

6.1. FINANZIERUNG IST MÖGLICH DURCH ÜBERTRAGUNG VON KAPITEL ZU KAPITEL IM LAUFENDEN HAUSHALT

JA/NEIN

6.2. NOTWENDIGKEIT EINES NACHTRAGSHAUSHALTS

JA/NEIN

6.3. ERFORDERLICHE MITTEL SIND IN DIE ZUKÜNFTIGEN HAUSHALTE EINZUSETZEN

JA/NEIN

ANMERKUNGEN :

MEMORANDUM TO THE COMMISSION

Regulation (EEC) No 2390/89 defines cases where wine-sector products originating in non-member countries are exempted from the requirement to present a certificate of origin and conformity and an analysis report.

It is proposed that the Commission raises certain quantitative limits below which the certificate and analysis report are not required (from 60 to 100 litres for bottled imports and from 15 to 30 litres for travellers' imports).

The exemptions laid down in that Regulation and the rules applicable to duty-free allowances and to documents accompanying the carriage of wine products within the Community will therefore be more consistent.

EXPLANATORY MEMORANDUM

Importation into the Community of wine sector products originating elsewhere requires presentation of a certificate of origin and conformity and an analysis report.

Regulation (EEC) No 2390/89 however lists a number of clearly defined instances where these are not required. To improve the correspondence between these provisions and the rules on duty free allowances and on accompanying documents for wine sector products transported within the Community it is proposed to raise certain levels below which a certificate and the analysis report are not needed (from 60 to 100 litres for imports in bottles and from 15 to 30 litres for imports by travellers).

There are no budgetary implications.

COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

amending Regulation (EEC) No 2390/89 laying down general
rules for the import of wines, grape juice and grape must

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 822/87 of 16 March 1987 on the
common organization of the market in wine⁽¹⁾, as last amended by
Regulation (EEC) No 1236/89⁽²⁾, and in particular Article 70⁽²⁾ thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 4 of Regulation (EEC) No 2390/89⁽³⁾, as last amended by
Regulation (EEC) No /89⁽⁴⁾, provides for a certain number of
exemptions from presentation of a certificate and analysis report for wine
sector products to be imported into the Community; whereas those rules
should be adapted, for the sake of harmonization, in line with the customs
rules on duty free allowances and with those on wine sector products
transported within the Community,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

(1) OJ No L 84, 27.3.1987, p. 1.
(2) OJ No L 128, 11.5.1989, p. 31.
(3) OJ No L 232, 9.12.1989, p. 7.
(4) OJ No L

Article 1

Article 4(1) and (2) of Regulation (EEC) No 2930/89 is hereby replaced by the following:

- "1. No certificate or analysis report need be presented for products originating in and coming from third countries in labelled containers of not more than 2 litres fitted with a non-reuseable closing device, where the total quantity transported does not exceed 100 litres.
2. Certificates and analysis reports shall also be dispensed with for:
 - (a) quantities of wine not exceeding 30 litres:
 - carried in the personal luggage of travellers,
 - sent in small consignments to private individuals where such quantities are obviously intended for the personal or family consumption of the persons concerned;
 - (b) wine and grape juice in labelled containers of not more than 5 litres fitted with a non-reuseable closing device, originating in and coming from third countries whose annual exports to the Community are less than 1 000 hectolitres;
 - (c) wine and grape juice forming part of the belongings of private individuals who are moving house;
 - (d) wine and grape juice for trade fairs as defined in the customs provisions applicable, provided that the products in question are put up in labelled containers of not more than 2 litres fitted with a non-reuseable closing device;

- (e) quantities of wine, grape must and grape juice imported for the purpose of scientific or technical experiments, subject to a maximum of 1 hectolitre;
- (f) wine for diplomatic, consular or similar establishments, imported as part of their duty-free allowances;
- (g) wine and grape juice held on board international means of transport as victualling supplies.

Nothing in this Regulation shall affect the operation of the arrangements applicable to frontier zone workers."

Article 2

This Regulation shall enter into force on 1 January 1990.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

FINANCIAL STATEMENT

VI/6441/89 REV.2 (PVIN/EN/1089)

DATE: 16 JANUARY 1990

1. BUDGET HEADING: 1000

APPROPRIATIONS: -

2. TITLE: Amendment to Regulation (EEC) No 2390/89 laying down general rules for the import of wines, grape juice and grape must.

3. LEGAL BASIS: Regulation (EEC) No 822/87

4. AIMS OF PROJECT: To harmonize the rules regarding duty-free allowances and documents accompanying the carriage of wine products within the Community.

5. FINANCIAL IMPLICATIONS	Period of 12 months	Current Financial Year 1990	Following Financial Year 1991	
5.0 EXPENDITURE				
- CHARGED TO THE EC BUDGET				
- (REFUNDS/XXXXXXXXXXXX)				
- NATIONAL ADMINISTRATION				
- OTHER				
5.1 REVENUE				
- OWN RESOURCES OF THE EC (LEVIES/XXXXXXXXXXXX)	-	-	-	-
	1992	1993	1994	1995
5.0.1 ESTIMATED EXPENDITURE				
5.1.1 ESTIMATED REVENUE				

5.2 METHOD OF CALCULATION:

6.0 CAN THE PROJECT BE FINANCED FROM APPROPRIATIONS ENTERED IN THE RELEVANT CHAPTER OF THE CURRENT BUDGET?

6.1 CAN THE PROJECT BE FINANCED BY TRANSFER BETWEEN CHAPTERS OF THE CURRENT BUDGET?

6.2 IS A SUPPLEMENTARY BUDGET NECESSARY?

6.3 WILL FUTURE BUDGET APPROPRIATIONS BE NECESSARY?

OBSERVATIONS:

Bruxelles, le 27 février 1990

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/189/90

P R O R O G A T I O N

Délai:

MERCREDI 7 MARS 1990 - 12 H.

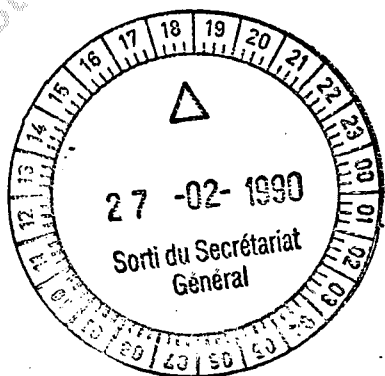
**Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101**

Objet : Secteur viti-vinicole

- importation des vins, jus et moûts de raisins

La procédure écrite E/189/90 (doc. COM(90) 42, du 20.2.1990) relative à la question sous objet, est prorogée de manière à permettre la finalisation du document après révision par les juristes linguistes.

Un nouveau délai est fixé au mercredi 7 mars 1990, 12 heures.



D. F. Williamson

D. F. WILLIAMSON
Secrétaire général

Copie : MM. LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.i. : M. de MOOR

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

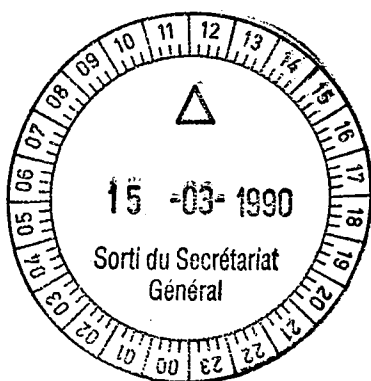
COM(90) 42 final

Bruxelles, le 7 mars 1990

Proposition de RÈGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2390/89 établissant les règles
générales pour l'importation des vins, des jus et des moûts de raisins

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

L'importation dans la Communauté des produits viti-vinicoles originaires des pays tiers est subordonnée à la présentation d'une attestation d'origine et de conformité ainsi que d'un bulletin d'analyse.

Le règlement (CEE) n° 2390/89 prévoit cependant des cas bien définis où ces documents ne sont pas exigés. Afin d'améliorer la concordance entre les dispositions qui regissent ces cas et les règles applicables en matière de franchises douanières et en matière de documents accompagnant le transport des produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté, il est notamment proposé de relever certaines limites quantitatives en dessous desquelles l'attestation et le bulletin d'analyse ne sont pas demandés (de 60 à 100 l pour les importations en bouteilles et de 15 à 30 l pour les importations effectuées par des voyageurs).

L'adoption par le Conseil de la présente proposition de règlement n'entraîne pas de conséquences financières pour le budget de la Communauté.

Proposition de

REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 2390/89 établissant les règles
générales pour l'importation des vins, des jus et des moûts de raisins

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant
organisation commune du marché vitivinicole⁽¹⁾, modifié en dernier
lieu par le règlement (CEE) n° 1236/89⁽²⁾, et notamment son article 70
paragraphe 2,

vu la proposition de la Commission,

considérant que l'article 4 du règlement (CEE) n° 2390/89 du
Conseil⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° /89⁽⁴⁾, prévoit dans certains cas l'exemption de la
présentation de l'attestation et du bulletin d'analyse pour des produits
viti-vinicoles à importer dans la Communauté; qu'il est indiqué
d'adapter ces règles, dans un souci d'harmonisation, aux règles de
franchise en vigueur dans la réglementation douanière et dans le régime
des documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à
l'intérieur de la Communauté,

A ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

(1) JO n° L 84 du 27. 3.1987, p. 1

(2) JO n° L 128 du 11. 5.1989, p. 31

(3) JO n° L 232 du 9.8.1989, p. 7

(4) JO n° L

Article premier

A l'article 4 du règlement (CEE) n° 2390/89, les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par le texte suivant :

- "1. Sont exemptés de la présentation de l'attestation et du bulletin d'analyse les produits originaux et en provenance des pays tiers, présentés en récipients de deux litres ou moins, étiquetés et munis d'un dispositif de fermeture non récupérable, lorsque la quantité totale transportée n'excède pas 100 litres.
2. Sont en outre exemptés de la présentation de l'attestation et du bulletin d'analyse :
 - a) les quantités de vin n'excédant pas 30 litres :
 - contenues dans les bagages personnels des voyageurs,
 - faisant l'objet de petits envois adressés à des particuliers lorsque ces quantités sont manifestement destinées à la consommation personnelle ou familiale desdits particuliers,
 - b) les vins et les jus de raisins présentés en récipients de cinq litres ou moins, étiquetés et munis d'un dispositif de fermeture non récupérable, originaux et en provenance des pays tiers dont les exportations dans la Communauté sont inférieures à 1.000 hectolitres par an,
 - c) les vins et les jus de raisins faisant l'objet des déménagements des particuliers,
 - d) les vins et les jus de raisins destinés aux foires, telles que définies dans les dispositions douanières applicables en la matière, sous réserve que les produits concernés soient conditionnés en récipients de 2 litres ou moins, étiquetés et munis d'un dispositif de fermeture non récupérable,

- e) les quantités de vin, de moût de raisins et de jus de raisins importés à des fins d'expérimentation scientifique et technique dans la limite de un hectolitre,
- f) les vins destinés aux représentations diplomatiques, postes consulaires et organismes assimilés, importés au titre des franchises qui leur sont consenties,
- g) les vins et les jus de raisins constituant les provisions de bord des moyens de transport internationaux.

Le présent règlement ne fait pas obstacle aux régimes applicables aux frontaliers."

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

FICHE FINANCIERE

DATE : 16.01.1990

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1000

CREDITS : -

2. INTITULE DE LA MESURE :

Modification du R. (CEE) n° 2390/89 établissant les règles générales pour l'importation des vins, de jus et des moûts de raisins.

3. BASE JURIDIQUE : Règlement (CEE) n° 822/87

4. OBJECTIFS DE LA MESURE :

Harmonisation des règles en matière de franchise douanière et dans le régime des documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté.

5. INCIDENCES FINANCIERES

PERIODE DE
12 MOIS

EXERCICE EN
COURS (90)

EXERCICE
SUIVANT (91)

5.0 DEPENSES A LA CHARGE

~~DU BUDGET DES CE~~
(~~RESTITUTIONS/INTERVENTIONS~~)
~~DES BUDGETS NATIONAUX~~
~~D'AUTRES SECTEURS~~

5.1 RECETTES

~~RESSOURCES PROPRES DES CE~~
(~~PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE~~)
~~SUR LE PLAN NATIONAL~~

1992

1993

1994

1995

5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES

5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE

OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS

OUI/NON

OBSERVATIONS :

COM(90) 42 final

DOCUMENTS

FR

11 03

N° de catalogue : CB-CO-90-111-FR-C

ISBN 92-77-58307-X

Office des publications officielles des Communautés européennes
L-2985 Luxembourg

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

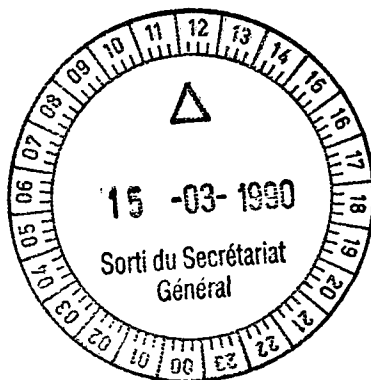
KOM(90) 42 endg.

Brüssel, den 7. März 1990

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 zur Festlegung
allgemeiner Einfuhrbestimmungen für Wein, Trauensaft und Traubenmost

(von der Kommission vorgelegt)



BEGRÜNDUNG

Die Einfuhr in die Gemeinschaft von Weinerzeugnissen mit Ursprung in Drittländern unterliegt der Vorlage einer Ursprungs- und Konformitätsbescheinigung sowie eines Analysebulletins.

Die Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 sieht jedoch genau festgelegte Fälle vor, in denen diese Dokumente nicht vorgelegt zu werden brauchen. In dem Bemühen um eine bessere Übereinstimmung zwischen den für diese Fälle geltenden Bestimmungen und den Freistellungsregeln, die für die Zollabfertigung und für die mitgeführten Dokumente bei der Beförderung von Weinerzeugnissen innerhalb der Gemeinschaft gelten, wird insbesondere vorgeschlagen, bestimmte Mengenbegrenzungen anzuheben, unterhalb deren die Bescheinigung und das Analysebulletin nicht verlangt werden (von 60 auf 100 l für Einfuhren in Flaschen und von 15 auf 30 l für Einfuhren durch Reisende).

Die Annahme des vorliegenden Verordnungsvorschlags durch den Rat hat keine finanziellen Auswirkungen auf den Gemeinschaftshaushalt.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 zur Festlegung allgemeiner
Einfuhrbestimmungen für Wein, Traubensaft und Traubenmost

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Verordnung (EWG) Nr. 822/87 des Rates vom 16. März 1987 über
die gemeinsame Marktorganisation für Wein⁽¹⁾, zuletzt geändert durch die
Verordnung (EWG) Nr. 1236/89⁽²⁾, insbesondere auf Artikel 70 Absatz 2,

auf Vorschlag der Kommission,

In Erwägung nachstehender Gründe:

Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 des Rates⁽³⁾, zuletzt geändert durch
die Verordnung (EWG) Nr. /89⁽⁴⁾, sieht bestimmte Fälle vor, in denen die
Vorlage der Bescheinigung und des Analysebulletins für in die Gemeinschaft
einzuführende Weinerzeugnisse nicht erforderlich ist. Diese Bestimmungen sollten
in dem Bemühen um eine bessere Übereinstimmung den Freistellungsregeln angepasst
werden, die für die Zollabfertigung und für die mitgeführten Dokumente bei der
Beförderung von Weinerzeugnissen innerhalb der Gemeinschaft gelten -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

(1) ABl. Nr. L 84 vom 27.3.1987, S. 1

(2) ABl. Nr. L 128 vom 11.5.1989, S. 31

(3) ABl. Nr. L 232 vom 9.8.1989, S. 7

(4) ABl. Nr. L

Artikel 1

In Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2390/89 erhalten die Absätze 1 und 2 folgende Fassung:

"1. Die Vorlage der Bescheinigung oder des Analysebulletins ist nicht erforderlich bei Erzeugnissen mit Drittlandsursprung oder -herkunft in Behältnissen von zwei Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, wenn die beförderte Gesamtmenge 100 Liter nicht übersteigt.

2. Die Vorlage der Bescheinigung und des Analysebulletins ist ferner nicht erforderlich bei:

a) Mengen bis zu 30 Litern:

- im Reisegepäck,
- in Kleinsendungen an Privatpersonen, wenn diese Mengen offensichtlich für ihren persönlichen Verbrauch oder den ihrer Familien bestimmt sind;

b) Wein und Traubensaft in Behältnissen von fünf Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, mit Ursprung in und Herkunft aus Drittländern, deren Ausfuhren in die Gemeinschaft jährlich unter 1.000 Hektolitern liegen;

c) Wein und Traubensaft, die im Umzugsgut von Privatpersonen enthalten sind;

d) Wein und Traubensaft, die für Messen bestimmt sind, und für die die dafür vorgesehene Zollregelung gilt, sofern die betreffenden Erzeugnisse in Behältnissen von zwei Litern oder weniger, die etikettiert und mit einem nicht wiederverwendbaren Verschuß versehen sind, abgefüllt sind;

- e) den Mengen Wein, Traubenmost oder Traubensaft, die zu wissenschaftlichen und technischen Versuchszwecken eingeführt werden, bis zu höchstens einem Hektoliter;
- f) Wein, der für diplomatische Vertretungen, Konsulatsstellen und gleichgestellte Einrichtungen bestimmt ist und im Rahmen der ihnen gewährten Befreiungen eingeführt wird;
- g) Wein und Traubensaft, die den Proviant der grenzüberschreitenden Verkehrsmittel bilden.

Diese Verordnung steht den für Grenzgänger geltenden Regelungen nicht entgegen."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

FINANZBOGEN

DATUM : 16.1.1990

1. HAUSHALTSPOSTEN : 1000

MITTELANSATZ : -

2. BEZEICHNUNG DES VORHABENS :

Änderung der VO (EWG) Nr. 2390/89 zur Festlegung der Grundregeln für die Einfuhr von Wein, Traubensaft und Traubenmost

3. RECHTSGRUNDLAGE : VO (EWG) Nr. 922/87

4. ZIELE DES VORHABENS : Angleichung der Bestimmungen bezüglich Zollbefreiung und der beim Transport von Weinerzeugnissen in der Gemeinschaft mitzuführenden Unterlagen

5. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

5.0. AUSGABEN ZU LASTEN

- ~~BEREICH NATIONALER HAUSHALTE~~
- ~~BEREICH KUNST- UND KULTURERBESCHUTZ~~
- ~~NATIONALER HAUSHALTE~~
- ~~BEREICH KUNST- UND KULTURERBESCHUTZ~~

5.1. EINNAHMEN

- EIGENE MITTEL DER EG (ABSCHÖPFUNGEN/ZÖLLE)
- ~~BEREICH NATIONALER HAUSHALTE~~

12-MONATS-PERIODE

LAUFENDES
HAUSHALTSJAHR (91)KUNFTIGES
HAUSHALTSJAHR (91)

1992

1993

1994

1995

5.0.1. VORAUSSCHAU AUSGABEN

5.1.1. VORAUSSCHAU EINNAHMEN

5.2. BERECHNUNGSWEISE :

6.0. FINANZIERUNG IM LAUFENDEN HAUSHALT IST MÖGLICH DURCH IM BETREFFENDEN KAPITEL VORHANDENE MITTEL JA/NEIN

6.1. FINANZIERUNG IST MÖGLICH DURCH ÜBERTRAGUNG VON KAPITEL ZU KAPITEL IM LAUFENDEN HAUSHALT JA/NEIN

6.2. NOTWENDIGKEIT EINES NACHTRAGSHAUSHALTS JA/NEIN

6.3. ERFORDERLICHE MITTEL SIND IN DIE ZUKÜNFTIGEN HAUSHALTE EINZUSETZEN JA/NEIN

ANMERKUNGEN :

KOM(90) 42 endg.

DOKUMENTE

DE

11 03

Katalognummer : CB-CO-90-111-DE-C

ISBN 92-77-58304-5

COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE

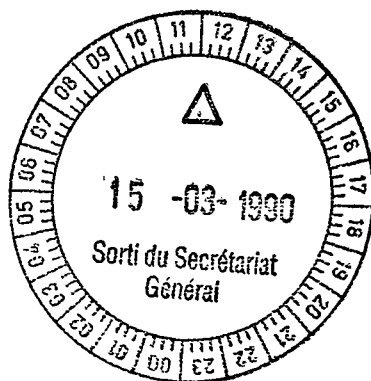
COM(90) 42 def.

Bruxelles, 7 marzo 1990

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante modifica del regolamento (CEE) n. 2390/89 che stabilisce le norme generali per l'importazione dei vini, dei succhi e dei mosti di uve

(presentata dalla Commissione)



R E L A Z I O N E

L'importazione nella Comunità dei prodotti vitivinicoli originari dei paesi terzi é subordinata alla presentazione di un attestato di origine e di conformità nonché di un bollettino d'analisi.

Il regolamento (CEE) n. 2390/89 prevede tuttavia una serie di casi specifici in cui detti documenti non sono richiesti. Per una maggiore concordanza fra le disposizioni che disciplinano detti casi e le norme applicabili in materia di franchigia doganale e di documenti di accompagnamento per il trasporto dei prodotti all'interno della Comunità, si propone segnatamente di aumentare taluni limiti quantitativi al disotto dei quali l'attestato e il bollettino d'analisi non sono richiesti (da 60 a 100 l per le importazioni in bottiglia e da 15 a 30 l per le importazioni effettuate da viaggiatori).

L'adozione della presente proposta di regolamento da parte del Consiglio non implica conseguenze finanziarie per il bilancio della Comunità.

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante modifica del regolamento (CEE) n. 2390/89 che stabilisce le norme
generali per l'importazione dei vini, dei succhi e dei mosti di uve

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea,

visto il regolamento (CEE) n. 822/87 del Consiglio, del 16 marzo 1987, relativo all'organizzazione comune del mercato vitivinicolo (1), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 1236/89 (2), in particolare l'articolo 70, paragrafo 2,

vista la proposta della Commissione,

considerando che l'articolo 4 del regolamento (CEE) n. 2390/89 del Consiglio (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. /89 (4) prevede, in taluni casi, l'esenzione dall'obbligo di presentare l'attestato e il bollettino d'analisi per alcuni prodotti importati nella Comunità; che è opportuno adattare tali norme per armonizzarle con le norme di franchigia vigenti nel quadro della normativa doganale e nel regime relativo ai documenti che scortano i prodotti vitivinicoli all'interno della Comunità;

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

All'articolo 4 del regolamento (CEE) n. 2390/89, il testo dei paragrafi 1 e 2 è sostituito dal testo seguente:

(1) GU n. L 84 del 27. 3.1987, pag. 1

(2) GU n. L 128 dell'11.5.1989, pag. 31

(3) GU n. L 232 del 9.8.1989, pag. 7

(4) GU n. L

- "1. Sono esentati dall'obbligo di presentare l'attestato e il bollettino di analisi i prodotti originari e provenienti da paesi terzi, presentati in recipienti di capacità pari o inferiore a 2 litri, etichettati e muniti di un dispositivo di chiusura non recuperabile, purché il quantitativo totale trasportato non superi 100 litri.
2. Sono inoltre esentati dall'obbligo di presentare l'attestato e il bollettino di analisi:
- a) i quantitativi di vino non eccedenti 30 litri:
 - contenuti nei bagagli personali dei viaggiatori,
 - che formano oggetto di piccole spedizioni a privati quando tali quantitativi sono chiaramente destinati al consumo personale o familiare di detti privati,
 - b) i vini e i succhi di uve presentati in recipienti di capacità pari o inferiore a 5 litri, etichettati e provvisti di un dispositivo di chiusura non recuperabile, originari e provenienti da paesi terzi le cui esportazioni verso la Comunità sono inferiori a 1.000 ettolitri l'anno,
 - c) i vini e succhi di uve compresi in traslochi di privati,
 - d) i vini e succhi di uve destinati alle fiere, quali definite nelle disposizioni doganali applicabili in materia, purché condizionati in recipienti di capacità non superiore a 2 litri, etichettati e muniti di un dispositivo di chiusura non recuperabile,
 - e) i quantitativi di vino, di mosti e di succhi di uve importati a fini di sperimentazione scientifica e tecnica, nei limiti di 1 ettolitro,
 - f) i vini destinati a rappresentanze diplomatiche, sedi consolari e organismi assimilati, importati in base alle franchigie loro concesse,
 - g) i vini e i succhi di uve che costituiscono le provviste di bordo di mezzi di trasporto internazionali.

Il presente regolamento lascia impregiudicati i regimi applicabili ai frontalleri."

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla sua pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio

Historical Archives of the European Commission

SCHEDA FINANZIARIA

DATA: 16.1.1990

1. LINEA DI BILANCIO: 1000

STANZIAMENTI: -

2. DEFINIZIONE DEL PROVVEDIMENTO:

Modifica del regolamento (CEE) n. 2390/89 che stabilisce le norme generali relative all'importazione di vini, succhi e mosti di uve

3. BASE GIURIDICA: Regolamento (CEE) n. 822/87

4. OBIETTIVO DEL PROVVEDIMENTO:

Armonizzare le disposizioni in materia di franchigia doganale e di documenti che scortano il trasporto dei prodotti vitivinicoli all'interno della Comunità

5. INCIDENZE FINANZIARIE

Periodo di 12 mesi	Esercizio in corso (90)	Esercizio successivo (91)
-----------------------	-------------------------------	---------------------------------

5.0. SPESE A CARICO

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

5.1. ENTRATE

- RISORSE PROPRIE DELLE CE
(PRELIEVI/DAZI DOGANALI)

1992	1993	1994	1995
------	------	------	------

5.0.1 PREVISIONI DI SPESA

5.1.1 PREVISIONI DI ENTRATA

5.2. METODO DI CALCOLO:

6.0 FINANZIAMENTO POSSIBILE A MEZZO STANZIAMENTI ISCRITTI NEL
CAPITOLO CORRISPONDENTE DEL BILANCIO IN CORSO DI ESECUZIONE

XXXXX

6.1 FINANZIAMENTO POSSIBILE PER STORNO DI FONDI DA CAPITOLO A
CAPITOLO DEL BILANCIO IN CORSO DI ESECUZIONE

XXXXX

6.2 NECESSITA' DI UN BILANCIO SUPPLEMENTARE

XXXXX

6.3 STANZIAMENTI DA ISCRIVERE NEI BILANCI SUCCESSIVI

XXXXX

OSSERVAZIONI:

COM(90) 42 def.

DOCUMENTI

IT

11 03

N. di catalogo : CB-CO-90-111-IT-C

ISBN 92-77-58308-8

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee
L-2985 Lussemburgo

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

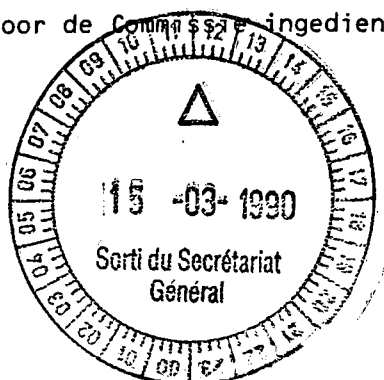
COM(90) 42 def.

Brussel, 7 maart 1990

Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2390/89 houdende
vaststelling van de algemene voorschriften voor de invoer van wijn,
druivesap en druivemost

(door de Commissie ingediend)



TOELICHTING

Wijnbouwprodukten uit derde landen mogen in de Gemeenschap slechts worden ingevoerd wanneer een oorsprongs- en conformiteitsattest en een analyseverslag worden voorgelegd.

In Verordening (EEG) nr. 2390/89 is echter bepaald dat in een aantal gevallen overlegging van deze documenten niet nodig is. Om de voor die gevallen geldende voorschriften beter af te stemmen op soortgelijke voorschriften op douanegebied en voor de begeleidende documenten bij het vervoer van wijnbouwprodukten in de Gemeenschap, wordt voorgesteld enige maxima te verhogen waarbinnen overlegging van attest en analyseverslag niet vereist is (van 60 tot 100 liter voor invoer in flessen en van 15 tot 30 liter voor invoer door reizigers of voor eigen gebruik).

De goedkeuring van de twee bovengenoemde verordeningen door de Raad heeft geen financiële gevolgen voor de Gemeenschapsbegroting.

Voorstel voor een
VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2390/89 houdende
vaststelling van de algemene voorschriften voor de invoer van wijn,
druivesap en druivemost

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op Verordening (EEG) nr. 822/87 van de Raad van 16 maart 1987 houdende een gemeenschappelijke ordening van de wijnmarkt (1), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1236/89 (2), inzonderheid op artikel 70, lid 2,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat volgens artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 2390/89 (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. / (4), in bepaalde gevallen voor de invoer van wijnprodukten in de Gemeenschap geen overlegging van een attest en analyseverslag nodig is; dat deze regeling met het oog op een harmonisatie moet worden aangepast aan de desbetreffende voorschriften op douanegebied en voor de begeleidende documenten bij het vervoer van wijnbouwprodukten in de Gemeenschap;

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

(1) PB nr. L 84 van 27.3.1987, blz. 1.

(2) PB nr. L 128 van 11.5.1989, blz. 31.

(3) PB nr. L 232 van 9.8.1989, blz. 7.

(4) PB nr. L van , blz. .

Artikel 1

In artikel 4 van Verordening (EEG) nr. 2390/89 worden de leden 1 en 2 gelezen als volgt :

- "1. Van overlegging van attest en analyseverslag zijn vrijgesteld de produkten van oorsprong en van herkomst uit derde landen die worden aangeboden in geëtiketteerde recipiënten van twee liter of minder die zijn voorzien van een sluiting welke niet opnieuw kan worden gebruikt, wanneer de totale vervoerde hoeveelheid niet meer dan 100 liter bedraagt.
2. De vrijstelling van de overlegging van attest en analyseverslag geldt eveneens voor :
 - a) hoeveelheden wijn van ten hoogste 30 liter die
 - deel uitmaken van de persoonlijke bagage van reizigers, of
 - deel uitmaken van aan particulieren gerichte kleine zendingen, wanneer deze hoeveelheden klaarblijkelijk voor eigen gebruik van de bedoelde personen of voor gebruik door leden van hun gezin zijn bestemd;
 - b) wijn en druivesap die worden aangeboden in geëtiketteerde recipiënten van vijf liter of minder die zijn voorzien van een sluiting welke niet opnieuw kan worden gebruikt, en die van oorsprong en van herkomst zijn uit derde landen waarvan de uitvoer naar de Gemeenschap minder dan 1 000 hectoliter per jaar bedraagt;
 - c) wijn en druivesap die tot de verhuisboedel van particulieren behoren;
 - d) wijn en druivesap die zijn bestemd voor handelsbeurzen die onder de desbetreffende douanevoorschriften vallen, mits de betrokken produkten in geëtiketteerde recipiënten van twee liter of minder zijn verpakt die voorzien zijn van een sluiting die niet opnieuw kan worden gebruikt;

- e) wijn, druivemost en druivesap die worden ingevoerd voor wetenschappelijke en technische experimenten, tot een maximumhoeveelheid van één hectoliter;
- f) wijn die is bestemd voor diplomatieke vertegenwoordigingen, consulaten en daarmee gelijkgestelde instanties, en die krachtens de daartoe ingestelde vrijstellingsregeling wordt ingevoerd;
- g) wijn en druivesap die zijn bestemd voor boordprovisie voor internationale vervoermiddelen.

Deze verordening laat de regelingen voor de grensarbeiders onverlet."

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad,

FINANCIIEEL MEMORANDUM

Datum : 16. 1.1990

1. BEGROTINGSPOST : 1000

KREDIETEN : -

2. TITEL VAN DE MAATREGEL :

Wijziging van VO. (EEG) nr. 2390/89 tot vaststelling van de algemene voorschriften voor de invoer van wijn, druivesap en druivemost.

3. RECHTSGRONDSLAG : Verordening (EEG) nr. 822/87

4. DOEL VAN DE MAATREGEL :

Harmonisatie van de voorschriften op het gebied van de vrijstelling van douanerechten en de begeleidende documenten bij het vervoer van wijnbouwprodukten binnen de Gemeenschap.

5. FINANCIËLE CONSEQUENTIES :

PERIODE 12
MAANDEN

LOPEND BEGRO-
TINGSJAAR ('90)

VOLGEND BEGRO-
TINGSJAAR ('91)

5.0. UITGAVEN TEN LASTE VAN

- ~~DE BEGROTING EG~~
- ~~(RESTITUTIES/INTERVENTIES)~~
- ~~NAT. BEGROTINGEN~~
- ~~ANDERE~~

5.1. ONTVANGSTEN

- EIGEN MIDDELEN EG
- ~~(HEFFINGEN/DOUANERECHTEN)~~
- ~~OP NATIONAAL VLAK~~

1992

1993

1994

1995

5.0.1. RAMING VAN DE UITGAVEN

5.1.1. RAMING VAN DE ONTVANGSTEN

5.2. BEREKENINGSMETHODE :

6.0. FINANCIERING MOGELIJK UIT KREDIETEN DIE IN HET BETROKKEN HOOFDSTUK
VAN DE LOPENDE BEGROTING ZIJN OPGEVOERD ?

JA/NEEN

6.1. FINANCIERING MOGELIJK DOOR Overschrijving VAN EEN HOOFDSTUK NAAR EEN
ANDER HOOFDSTUK VAN DE LOPENDE BEGROTING ?

JA/NEEN

6.2. AANVULLENDE BEGROTING NODIG ?

JA/NEEN

6.3. MOETEN OP DE VOLGENDE BEGROTING KREDIETEN WORDEN OPGEVOERD ?

JA/NEEN

OPMERKINGEN :

COM(90) 42 def.

DOCUMENTEN

NL

11 03

Catalogusnummer : CB-CO-90-111-NL-C

ISBN 92-77-58309-6

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

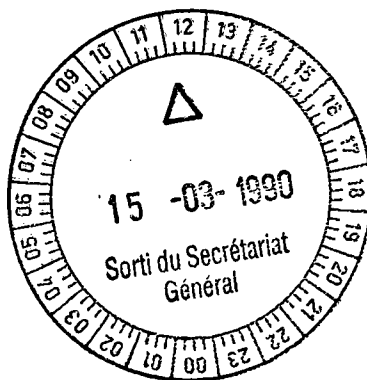
COM(90) 42 final

Brussels, 7 March 1990

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2390/89 laying down general
rules for the import of wines, grape juice and grape must

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

Importation into the Community of wine sector products originating elsewhere requires presentation of a certificate of origin and conformity and an analysis report.

Regulation (EEC) No 2390/89 however lists a number of clearly defined instances where these are not required. To improve the correspondence between these provisions and the rules on duty free allowances and on accompanying documents for wine sector products transported within the Community it is proposed to raise certain levels below which a certificate and the analysis report are not needed (from 60 to 100 litres for imports in bottles and from 15 to 30 litres for imports by travellers).

There are no budgetary implications.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 2390/89 laying down general
rules for the import of wines, grape juice and grape must

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,

Having regard to Council Regulation (EEC) No 822/87 of 16 March 1987 on the
common organization of the market in wine⁽¹⁾, as last amended by
Regulation (EEC) No 1236/89⁽²⁾, and in particular Article 70(2) thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 4 of Regulation (EEC) No 2390/89⁽³⁾, as last amended by
Regulation (EEC) No /89⁽⁴⁾, provides for a certain number of
exemptions from presentation of a certificate and analysis report for wine
sector products to be imported into the Community; whereas those rules
should be adapted, for the sake of harmonization, in line with the customs
rules on duty-free allowances and on accompanying documents for wine sector products
transported within the Community,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

-
- (1) OJ No L 84, 27.3.1987, p. 1.
(2) OJ No L 128, 11.5.1989, p. 31.
(3) OJ No L 232, 9.8.1989, p. 7.
(4) OJ No L

Article 1

Article 4(1) and (2) of Regulation (EEC) No 2930/89 is hereby replaced by the following:

- "1. No certificate or analysis report need be presented for products originating in and coming from third countries in labelled containers of not more than 2 litres fitted with a non-reuseable closing device, where the total quantity transported does not exceed 100 litres.
2. A certificate and analysis report shall also be dispensed with for:
 - (a) quantities of wine not exceeding 30 litres:
 - carried in the personal luggage of travellers,
 - sent in small consignments to private individuals where such quantities are obviously intended for the personal or family consumption of the persons concerned;
 - (b) wine and grape juice in labelled containers of not more than 5 litres fitted with a non-reuseable closing device, originating in and coming from third countries whose annual exports to the Community are less than 1 000 hectolitres;
 - (c) wine and grape juice forming part of the belongings of private individuals who are moving house;
 - (d) wine and grape juice for trade fairs as defined in the customs provisions applicable, provided that the products in question are put up in labelled containers of not more than 2 litres fitted with a non-reuseable closing device;

- (e) quantities of wine, grape must and grape juice imported for the purpose of scientific or technical experiments, subject to a maximum of 1 hectolitre;
- (f) wine for diplomatic, consular or similar establishments, imported as part of their duty-free allowance;
- (g) wine and grape juice held on board international means of transport as victualling supplies.

Nothing in this Regulation shall affect the operation of the arrangements applicable to frontier zone workers."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following that of its publication in the Official Journal of the European Communities.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

FINANCIAL STATEMENT

DATE: 16 JANUARY 1990

1. BUDGET HEADING: 1000

APPROPRIATIONS: -

2. TITLE: Amendment to Regulation (EEC) No 2390/89 laying down general rules for the import of wines, grape juice and grape must.

3. LEGAL BASIS: Regulation (EEC) No 822/87

4. AIMS OF PROJECT: To harmonize the rules regarding duty-free allowances and documents accompanying the carriage of wine products within the Community.

5. FINANCIAL IMPLICATIONS	Period of 12 months	Current Financial Year	Following Financial Year	
		1990	1991	
5.0 EXPENDITURE				
- CHARGED TO THE EC BUDGET				
- (REFUNDS/XXXXXXXXXXXX)				
- NATIONAL ADMINISTRATION				
- OTHER				
5.1 REVENUE				
- OWN RESOURCES OF THE EC	-	-	-	-
(LEVIES/XXXXXXXXXXXX)				
	1992	1993	1994	1995
5.0.1 ESTIMATED EXPENDITURE				
5.1.1 ESTIMATED REVENUE				

5.2 METHOD OF CALCULATION:

6.0 CAN THE PROJECT BE FINANCED FROM APPROPRIATIONS ENTERED IN THE RELEVANT CHAPTER OF THE CURRENT BUDGET?

6.1 CAN THE PROJECT BE FINANCED BY TRANSFER BETWEEN CHAPTERS OF THE CURRENT BUDGET?

6.2 IS A SUPPLEMENTARY BUDGET NECESSARY?

6.3 WILL FUTURE BUDGET APPROPRIATIONS BE NECESSARY?

OBSERVATIONS:

COM(90) 42 final

DOCUMENTS

EN

11 03

Catalogue number : CB-CO-90-111-EN-C

ISBN 92-77-58306-1

Office for Official Publications of the European Communities
L-2985 Luxembourg

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(90) 42 endelig udg.

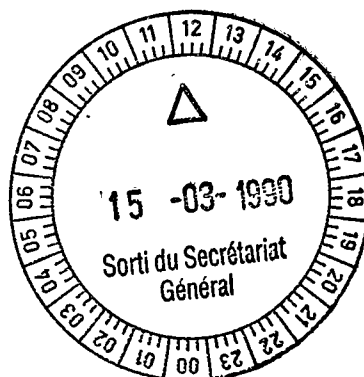
Bruxelles, den 7. marts 1990

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 2390/89 om fastsættelse af
almindelige regler for indførsel af vin, druesaft og druemost

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

Ved import til EF af vinprodukter med oprindelse i tredjelande skal der fremlægges et oprindelses- og overensstemmelsescertifikat og en analyseerklæring.

Ved forordning (EØF) nr. 2390/89 fastsættes der visse klart definerede tilfælde, hvor der ikke kræves sådanne dokumenter. For at skabe større overensstemmelse mellem de bestemmelser, der gælder for disse tilfælde, og reglerne for toldfritagelse og for de dokumenter, der ledsager vinprodukter ved transport i EF, foreslås det bl.a. at hæve visse kvantitative lofter, under hvilke der ikke kræves nogen attest og analyseerklæring (fra 60 l til 100 l for import i flasker og fra 15 l til 30 l for rejsendes import).

Rådets vedtagelse af dette forslag til forordning får ingen finansielle følger for EF-budgettet.

Historical Archives of the European Commission

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 2390/89 om fastsættelse af almindelige regler for indførsel af vin, druesaft og druemost

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Rådets forordning (EØF) nr. 822/87 af 16. marts 1987 om den fælles markedsordning for vin (1), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 1236/89 (2), særlig artikel 70, stk. 2,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtning:

I artikel 4 i Rådets forordning (EØF) nr. 2390/89 (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. /89 (4), er det fastsat, at der ikke skal fremlægges attest og analyseerklæring i visse tilfælde; med henblik på harmonisering bør disse regler tilpasses de fritagelsesregler, der gælder på toldområdet og i forbindelse med ordningen vedrørende de dokumenter, som ledsager vinprodukter ved transport i Fællesskabet -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

(1) EFT nr. L 84 af 27. 3.1987, s. 1.

(2) EFT nr. L 128 af 11. 5.1989, s. 31.

(3) EFT nr. L 232 af 9. 8.1989, s. 7.

(4) EFT nr. L

Artikel 1

Artikel 4, stk. 1 og 2, i forordning (EØF) nr. 2390/89 affattes således:

"1. Attest og analyseerklæring skal ikke fremlægges for produkter med oprindelse i og indført fra tredjelande i beholdere, som rummer højst 2 l og er forsynet med etiket samt engangslukkeanordning, hvis den samlede transporterede mængde ikke overstiger 100 l.

2. Attest og analyseerklæring skal heller ikke fremlægges for:

a) vinmængder på højst 30 l:

- i rejsendes bagage
- i små forsendelser til privatpersoner, når disse mængder tydeligt er bestemt til deres eller deres familiers personlige forbrug

b) vin og druesaft i beholdere, som rummer højst 5 l og er forsynet med etiket samt en engangslukkeanordning, med oprindelse i og indført fra tredjelande, hvis udførsel til Fællesskabet er på under 1 000 hl årligt,

c) vin og druesaft i privatpersoners flyttegods

d) vin og druesaft til varemesser, der falder ind under den særlige herfor gældende toldordning, når de pågældende produkter er aftappet i beholdere, som rummer højst 2 l og er forsynet med etiket samt engangslukkeanordning,

- e) vin, druemost og druesaft, der indføres med henblik på videnskabelige og tekniske forsøg, og hvis mængde ikke overstiger 1 hl,
- f) vin bestemt til diplomatiske repræsentationer, konsulater og lignende organer, og som indføres med den told- og afgiftsfritagelse, der indrømmes disse organer,
- g) vin og druesaft, der udgør forsyninger på internationale transportmidler.

Bestemmelserne i denne forordning berører ikke de ordninger, der gælder for beboere i grænseområder."

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskaber Tidende.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

FINANSIERINGSOVERSIGT

DATO: 16.1.1990

1. BUDGETPOST: 1000

BEVILLINGER:

2. FORANSTALTNINGENS BETEGNELSE: Ændring af forordning (EØF) nr. 2390/89 om fastsættelse af almindelige regler for indførsel af vin, druesaft og druemost

3. RETSGRUNDLAG: Forordning (EØF) nr. 822/87

4. FORMÅL: Harmonisering af bestemmelserne om toldfritagelse og bestemmelserne i ordningen om dokumenter, der ledsager transporten af vinprodukter i Fællesskabet

5. FINANSIELLE VIRKNINGER	12-MÅNEDERSPERIODE	INDEVÆRENDE REGNSKABSÅR (90)	FØLGENDE REGNSKABSÅR (91)
5.0 UDGIFTER, SOM AFHOLDES - OVER EF-BUDGETTET - (RESTITUTION/INTERVENTION) - OVER DE NATIONALE BUDGETTER) - AF ANDRE			
5.1 INDTÆGTER - EF's EGNE INDTÆGTER (AFGIFTER/TOLD)	-	-	-
	1992	1993	1994
5.0.1 OVERSLAG - UDGIFTER			
5.1.1 OVERSLAG - INDTÆGTER			

5.2 BEREGNING:

6.0 ER FINANSIERING MULIG Gennem BEVILLINGER OPFØRT UNDER DET PÅGÆLDENDE KAPITEL I DET LØBENDE BUDGET?

JA/NEJ

6.1 ER FINANSIERING MULIG VED OVERFØRSEL MELLEM KAPITLER I DET LØBENDE BUDGET?

JA/NEJ

6.2 ER ET TILLÆGGBUDGET NØDVENDIGT?

JA/NEJ

6.3 SKAL DER OPFØRES BEVILLINGER, PÅ FREMTIDIGE BUDGETTER?

JA/NEJ

BEMÆRKNINGER:

KOM(90) 42 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

11 03

Katalognummer : CB-CO-90-111-DA-C

ISBN 92-77-58303-7

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM(90) 42 τελικδ

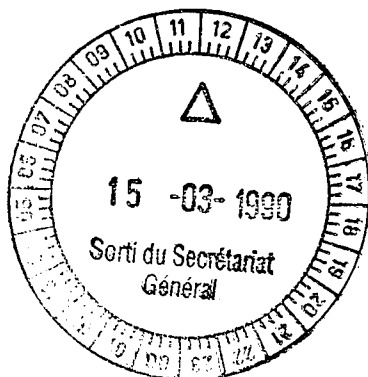
Βρυξέλλες, 7 Μαρτίου 1990

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89 περί των
γενικών κανόνων για την εισαγωγή οίνων, χυμών και γλευκών σταφυλής

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Η εισαγωγή στην Κοινότητα αμπελοοινικών προϊόντων που κατάγονται από τρίτες χώρες υπόκειται στην προσκόμιση μιας βεβαιώσεως καταγωγής και συμφωνίας καθώς και δελτίου αναλύσεως.

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89 προβλέπει εντούτοις καθορισμένες περιπτώσεις στις οποίες δεν απαιτούνται τα έγγραφα αυτά. Προκειμένου να βελτιωθεί η αντιστοιχία μεταξύ των διατάξεων που ρυθμίζουν τις περιπτώσεις αυτές και των κανόνων που εφαρμόζονται σε θέματα τελωνειακών απαλλαγών και συνοδευτικών εγγράφων κατά τη μεταφορά των αμπελοοινικών προϊόντων στο εσωτερικό της Κοινότητας, προτείνεται ιδίως να αυξηθούν ορισμένα ποσοτικά όρια κάτω από τα οποία δεν απαιτείται η βεβαίωση και το δελτίο αναλύσεως (από 60 σε 100 λίτρα για την εισαγωγή σε φιάλες και από 15 σε 30 λίτρα για τις εισαγωγές που πραγματοποιούνται από τους ταξιδιώτες).

Η έγκριση από το Συμβούλιο της παρούσας πρότασης κανονισμού δεν συνεπάγεται χρηματοδοτικές συνέπειες για τον προϋπολογισμό της Κοινότητας.

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89 περί των γενικών κανόνων για την εισαγωγή οίνων, χυμών και γλυκών σταφυλής

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας,

τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 822/87 του Συμβουλίου, της 16ης Μαρτίου 1987, για την κοινή οργάνωση της αμπελοοινικής αγοράς (1), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1236/89 (2), και ιδίως το άρθρο 70 παράγραφος 2,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας :

ότι το άρθρο 4 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89 του Συμβουλίου (3), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. /89 (4), προβλέπει, σε ορισμένες περιπτώσεις, εξαίρεση από την υποχρέωση προσκόμισης της βεβαιώσεως και του δελτίου αναλύσεως για τα αμπελοοινικά προϊόντα που εισάγονται στην Κοινότητα· ότι [ενδείκνυται να προσαρμοσθούν οι κανόνες αυτοί] για λόγους εναρμόνισης, σύμφωνα με τους κανόνες απαλλαγής που ισχύουν στην τελωνειακή νομοθεσία και με το καθεστώς των εγγράφων που συνοδεύουν τη μεταφορά των αμπελοοινικών προϊόντων στο εσωτερικό της Κοινότητας,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

-
- | | |
|---------------------|-------------------|
| (1) ΕΕ αριθ. L 84, | 27. 3.1987, σ. 1 |
| (2) ΕΕ αριθ. L 128, | 11. 5.1989, σ. 31 |
| (3) ΕΕ αριθ. L 232, | 9. 8.1989, σ. 7 |
| (4) ΕΕ αριθ. L | |

Άρθρο 1

Στο άρθρο 4 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89, οι παράγραφοι 1 και 2 αντικαθίστανται από το ακόλουθο κείμενο:

- "1. Εξαιρούνται από την υποχρέωση προσκομίσως της βεβαίωσης και του δελτίου αναλύσεως τα προϊόντα που κατάγονται και προέρχονται από τρίτες χώρες, τα οποία παρουσιάζονται σε δοχεία τουλάχιστον 2 λίτρων, που φέρουν ετικέτα είναι εφοδιασμένα με μη ανακτώμενο μέσο κλεισίματος, όταν η συνολική μεταφερόμενη ποσότητα δεν υπερβαίνει τα 100 λίτρα.
2. Επιπλέον, εξαιρούνται από την υποχρέωση προσκομίσως της βεβαίωσης και του δελτίου αναλύσεως :
- α) οι ποσότητες οίνου που δεν υπερβαίνουν τα 30 λίτρα :
 - που περιέχονται στις προσωπικές αποσκευές των ταξιδιωτών,
 - που αποτελούν αντικείμενο μικροδεμάτων που απευθύνονται σε ιδιώτες όταν οι ποσότητες αυτές προορίζονται προφανώς για την προσωπική ή οικογενειακή κατανάλωση των εν λόγω ιδιωτών,
 - β) οι οίνοι και οι χυμοί σταφυλής που παρουσιάζονται σε δοχεία τουλάχιστον 5 λίτρων, που φέρουν ετικέτα και είναι επιπλέον εφοδιασμένα με μη ανακτώμενο μέσο κλεισίματος, τα οποία κατάγονται και προέρχονται από τις τρίτες χώρες των οποίων οι εξαγωγές προς την Κοινότητα είναι μικρότερες από 1.000 εκατόλιτρα ετησίως,
 - γ) οι οίνοι και οι χυμοί σταφυλής που περιέχονται στις οικοσκευές ιδιωτών,
 - δ) οι οίνοι και οι χυμοί σταφυλής που προορίζονται για εκθέσεις όπως ορίζονται στις σχετικές τελωνειακές διατάξεις, με την επιφύλαξη ότι τα εν λόγω προϊόντα είναι συσκευασμένα σε δοχεία των 2 λίτρων ή λιγότερο, που φέρουν ετικέτα και είναι εφοδιασμένα με μη ανακτώμενο μέσο κλεισίματος,

- ε) οι ποσότητες οίνου, γλεύκους σταφυλής και χυμού σταφυλής που εισάγονται για επιστημονικούς πειραματικούς και τεχνικούς σκοπούς εντός ανωτάτου ορίου 1 εκατολίτρου,
- στ) οι οίνοι που προορίζονται για διπλωματικές αντιπροσωπείες, προξενικά γραφεία και παρόμοιους οργανισμούς, που εισάγονται βάσει των ατελειών που τους έχουν παραχωρηθεί,
- ζ) οι οίνοι και οι χυμοί σταφυλής που αποτελούν εφόδια διεθνών μέσων μεταφοράς.

Ο παρών κανονισμός δεν αντιβαίνει στις ρυθμίσεις που εφαρμόζονται στους εργαζόμενους στις παραμεθόριες περιοχές".

Άρθρο 2

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

1. ΚΟΝΔΥΛΙΣ: 1000

ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ

2. ΟΝΟΜΑΣΙΑ ΤΟΥ ΜΕΤΡΟΥ: Τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2390/89 για τον καθορισμό των γενικών κανόνων για την εισαγωγή οίνων, χυμών και γλευκών σταφυλής.

3. ΝΟΜΙΚΗ ΒΑΣΗ: Κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 822/87

4. ΣΤΟΧΟΙ ΤΟΥ ΜΕΤΡΟΥ: Εναρμόνιση των κανόνων όσον αφορά την τελωνειακή απαλλαγή και το καθεστώς των συνοδευτικών εγγράφων μεταφοράς των αμπελοοινικών προϊόντων στο εσωτερικό της Κοινότητας.

5. ΔΗΜΟΦΙΛΙΚΑ ΕΠΙΠΤΩΣΕΙΣ

5.0 ΔΑΠΑΝΕΣ ΤΟΥ ΕΡΓΟΥ

- ΤΩΝ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΩΝ ΤΩΝ ΕΚ (ΕΙΣΠΡΟΔΟΣ / ΔΑΠΑΝΕΣ)
- ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΩΝ
- ΛΑΘΥΡΕΥΣΕΙΣ

5.1 ΕΙΣΟΔΑ

- ΙΔΙΟΙΠΟΡΟΙ ΤΩΝ ΕΚ (ΕΙΣΠΡΟΔΟΣ / ΔΑΠΑΝΕΣ)
- ΕΤΕ ΕΘΝΙΚΟ ΕΠΙΣΤΡΩΣ

ΠΕΡΙΟΔΟΣ 12 ΜΗΝΩΝ

ΤΡΕΧΟΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ

ΕΠΟΜΕΝΟ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΟ ΕΤΟΣ

1992

1993

1994

1995

5.01 ΠΡΟΒΛΕΨΕΙΣ ΔΑΠΑΝΩΝ

5.11 ΠΡΟΒΛΕΨΕΙΣ ΕΙΣΟΔΩΝ

5.2 ΤΡΟΠΟΙ ΥΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ:

6.0 ΔΥΝΑΤΗ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗ ΔΙΑ ΠΙΣΤΩΣΕΩΝ ΕΠΙΤΡΑΠΕΥΣΗΝ ΣΤΟ ΣΧΕΤΙΚΟ ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΟΥ ΥΠΟ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ

ΝΑΙ / ΟΧΙ

6.1 ΔΥΝΑΤΗ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΗ ΔΙΑ ΜΕΤΑΦΟΡΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΚΕΦΑΛΑΙΩΝ ΤΟΥ ΥΠΟ ΕΚΤΕΛΕΣΗ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ

ΝΑΙ / ΟΧΙ

6.2 ΑΝΑΓΚΗ ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΟΥ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ

ΝΑΙ / ΟΧΙ

6.3 ΠΙΣΤΩΣΕΙΣ ΠΟΥ ΠΡΕΠΕΙ ΝΑ ΕΠΙΤΡΑΣΟΥΝ ΣΤΟΥΣ ΜΕΛΩΣΤΙΚΟΥΣ ΠΡΟΫΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥΣ

ΝΑΙ / ΟΧΙ

ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΙΣ:

COM(90) 42 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

11 03

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-90-111-GR-C

ISBN 92-77-58305-3

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

COM(90) 42 final

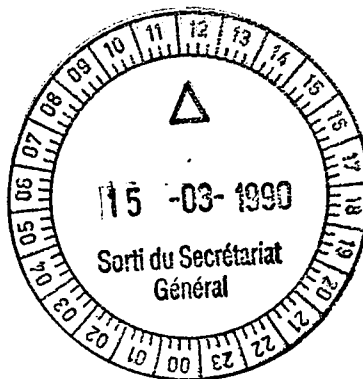
Bruselas, 7 de marzo de 1990

Propuesta de

REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 2390/89 por el que se establecen las normas generales para la importación de los vinos, zumos y mostos de uva

(presentada por la Comisión)



EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

La importación en la Comunidad de productos vitivinícolas originarios de terceros países está supeditada a la presentación de un certificado de origen y de conformidad, así como de un boletín de análisis.

No obstante, el Reglamento (CEE) nº 2390/89 establece con precisión aquellos casos en que no se exigen estos documentos. Con el fin de lograr una mayor armonización entre las disposiciones que rigen estos casos y las normas aplicables en materia de franquicias aduaneras y de los documentos que acompañan el transporte de los productos vitivinícolas dentro de la Comunidad, se propone, en particular, que se lleve a cabo un incremento de determinados límites cuantitativos, por debajo de los cuales no se exigen ni el certificado ni el boletín de análisis (incremento de 60 a 100 l, para las importaciones en botellas, y de 15 a 30 l, para las importaciones efectuadas por viajeros).

La adopción por el Consejo de la presente propuesta de Reglamento no entraña consecuencias financieras para el presupuesto comunitario.

PROPUESTA DE
REGLAMENTO (CEE) N° DEL CONSEJO
de

por el que se modifica el Reglamento (CEE) n° 2390/89 por el que
se establecen las normas generales para la importación de los
vinos, zumos y mostos de uva

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Visto el Reglamento (CEE) n° 822/87 del Consejo, de 16 de marzo de 1987, por el que se establece la organización común del mercado vitivinícola ⁽¹⁾, cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) n° 1236/89 ⁽²⁾, y, en particular, el apartado 2 de su artículo 70,

Vista la propuesta de la Comisión,

Considerando que el artículo 4 del Reglamento (CEE) n° 2390/89 del Consejo ⁽³⁾, cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) n° /89 ⁽⁴⁾, prevé en determinados casos la exención de la presentación del certificado y del boletín de análisis para los productos vitivinícolas que se importen en la Comunidad; que resulta indicado adaptar estas normas, en aras de la armonización, a las normas de franquicia vigentes en la regulación aduanera y en el régimen de los documentos que acompañan al transporte de productos vitivinícolas en el interior de la Comunidad;

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

Los apartados 1 y 2 del artículo 4 del Reglamento (CEE) n° 2390/89 se sustituirán por el texto siguiente:

(1) DO n° L 84 de 27. 3.1987, p. 1

(2) DO n° L 128 de 11. 5.1989, p. 31

(3) DO n° L 232 de 9.8.1989, p. 7

(4) DO n° L

- "1. Se eximirán de la presentación del certificado y del boletín de análisis los productos originarios y procedentes de terceros países presentados en recipientes de 2 litros o menos, etiquetados y provistos de un dispositivo de cierre no recuperable, cuando la cantidad total transportada no exceda de 100 litros.
2. Quedarán, además, exentos de la presentación del certificado y del boletín de análisis:
 - a) las cantidades de vino no superiores a 30 litros:
 - contenidas en el equipaje de los viajeros,
 - que figuren en pequeños envíos dirigidos a particulares, cuando dichas cantidades estén claramente destinadas al consumo personal o familiar de dichos particulares;
 - b) los vinos y zumos de uva en envases de 5 litros o menos, etiquetados y provistos de un dispositivo de cierre no recuperable, originarios y procedentes de terceros países cuyas exportaciones a la Comunidad sean inferiores a 1.000 hectolitros por año;
 - c) los vinos y zumos de uva en poder de particulares cuando éstos cambien de domicilio;
 - d) los vinos y zumos de uva destinados a ferias que se beneficien del régimen aduanero previsto a tal fin, siempre que los productos de que se trate estén acondicionados en envases de 2 litros o menos, etiquetados y provistos de un dispositivo de cierre no recuperable,
 - e) las cantidades de vino, mosto de uva y zumo de uva importadas para fines de experimentación científica y técnica, hasta una cantidad máxima de 1 hectolitro;

f) los vinos destinados a representaciones diplomáticas, consulados y organismos similares, importados en régimen de franquicia del que son beneficiarios;

g) los vinos y zumos de uva que constituyan las provisiones de a bordo de los medios internacionales de transporte.

El presente Reglamento no constituirá obstáculo a los regímenes aplicables a la población fronteriza".

Artículo 2

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

FICHE FINANCIERE

DATE : 16.01.1990

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1000

CREDITS : -

2. INTITULE DE LA MESURE :

Modification du R. (CEE) n° 2390/89 établissant les règles générales pour l'importation des vins, de jus et des moûts de raisins.

3. BASE JURIDIQUE : Règlement (CEE) n° 822/87

4. OBJECTIFS DE LA MESURE :

Harmonisation des règles en matière de franchise douanière et dans le régime des documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté.

5. INCIDENCES FINANCIERES

PERIODE DE
12 MOIS

EXERCICE EN
COURS (90)

EXERCICE
SUIVANT (91)

5.0 DEPENSES A LA CHARGE

~~DU BUDGET DES CE~~
(~~RESTITUTIONS/INTERVENTIONS~~)
~~DES BUDGETS NATIONAUX~~
~~D'AUTRES SECTEURS~~

5.1 RECETTES

- RESSOURCES PROPRES DES CE
(PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE)
~~SUR LE PLAN NATIONAL~~

-

-

-

1992

1993

1994

1995

5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES

5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE

OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS

OUI/NON

OBSERVATIONS :

COM(90) 42 final

DOCUMENTOS

ES

11 03

Nº de catálogo : CB-CO-90-111-ES-C

ISBN 92-77-58302-9

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(90) 42 final

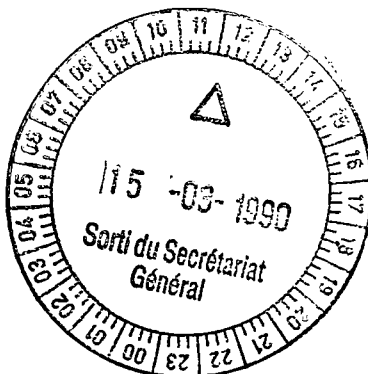
Bruxelas, 7 de Março de 1990

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 2390/89, que estabelece
as regras gerais para a importação de vinhos, sumos e mostos de uvas

(Apresentada pela Comissão)



EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

A importação para a Comunidade dos produtos vitivinícolas originários dos países terceiros é subordinada à apresentação de um certificado de origem e de conformidade, bem como de um boletim de análise.

O Regulamento (CEE) n° 2390/89 prevê, no entanto, casos bem definidos em que esses documentos não serão exigidos. A fim de melhorar a concordância entre as disposições que governam esses casos e as normas aplicáveis em matéria de franquias aduaneiras e em matéria de documentos que acompanham o transporte dos produtos vitivinícolas no interior da Comunidade, propõe-se nomeadamente elevar determinados limites quantitativos abaixo dos quais o certificado e o boletim de análise não são pedidos (de 60 a 100 l para as importações em garrafa e de 15 a 30 l para as importações efectuadas por viajantes).

A adopção pelo Conselho da presente proposta de regulamento não implica consequências financeiras para o orçamento da Comunidade.

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) n° 2390/89, que estabelece as regras gerais
para a importação de vinhos, sumos e mostos de uvas

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Regulamento (CEE) n° 822/87 do Conselho, de 16 de Março de 1987, que estabelece a organização comum do mercado vitivinícola⁽¹⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) n° 1236/89⁽²⁾, e, nomeadamente, o n° 2 do seu artigo 70°,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que o artigo 4° do Regulamento (CEE) n° 2390/89 do Conselho⁽³⁾, com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) n° /89⁽⁴⁾, prevê para um certo número de casos a isenção da apresentação do certificado e do boletim de análise para os produtos vitivinícolas a importar para a Comunidade; que é indicado proceder à adaptação dessas normas, por motivos de harmonização, às normas de franquia em vigor na regulamentação aduaneira e no regime dos documentos que acompanham o transporte de produtos vitivinícolas no interior da Comunidade,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO :

(1) JO n° L 84 de 27. 3.1987, p. 1.

(2) JO n° L 128 de 11. 5.1989, p. 31.

(3) JO n° L 232 de 9. 8.1989, p. 7.

(4) JO n° L

Artigo 1º

Os nºs 1 e 2 do artigo 4º do Regulamento (CEE) nº 2390/89 passam a ter a seguinte redacção :

- "1. Ficam isentos da apresentação de certificado e de boletim de análise os produtos originários e provenientes de países terceiros apresentados em recipientes de 2 litros ou menos, rotulados e munidos de um dispositivo de fecho não recuperável, quando a quantidade total transportada não exceda 100 litros.
2. Estão por outro lado isentos da apresentação do certificado e do boletim de análise :
 - a) As quantidades de vinho que não excedam 30 litros :
 - Incluídas nas bagagens pessoais dos viajantes,
 - em pequenas embalagens dirigidas a particulares quando estas quantidades forem manifestamente destinadas ao consumo pessoal ou familiar dos ditos particulares,
 - b) Os vinhos e os sumos de uva apresentados em recipientes de 5 litros ou menos, rotulados e munidos, além disso, de um dispositivo de fecho não recuperável, originários e provenientes de países terceiros cujas exportações para a Comunidade sejam inferiores a 1 000 hectolitros por ano,
 - c) Os vinhos e sumos de uvas incluídos nas bagagens de particulares por ocasião de mudança de residência,
 - d) Os vinhos e sumos de uvas destinados a feiras, tal como definidos nas normas aduaneiras aplicáveis na condição de que os produtos referidos estejam acondicionados em recipientes de 2 litros ou menos, rotulados e munidos de um dispositivo de fecho não recuperável,

- e) As quantidades de vinho, mosto de uvas e sumo de uvas importados para fins de experimentação científica e técnica até ao limite de 1 hectolitro,
- f) Os vinhos destinados às representações diplomáticas, postos consulares e organismos assimilados, importados ao abrigo das isenções que lhes são próprias,
- g) Os vinhos e os sumos de uvas que constituam as provisões de bordo dos meios de transporte internacionais.

O presente regulamento não prejudica os regimes aplicáveis aos fronteiriços."

Artigo 2º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

FICHE FINANCIERE

DATE : 16.01.1990

1. LIGNE BUDGETAIRE : 1000

CREDITS : -

2. INTITULE DE LA MESURE :

Modification du R. (CEE) n° 2390/89 établissant les règles générales pour l'importation des vins, de jus et des moûts de raisins.

3. BASE JURIDIQUE : Règlement (CEE) n° 822/87

4. OBJECTIFS DE LA MESURE :

Harmonisation des règles en matière de franchise douanière et dans le régime des documents accompagnant le transport de produits viti-vinicoles à l'intérieur de la Communauté.

5. INCIDENCES FINANCIERES

PERIODE DE
12 MOIS

EXERCICE EN
COURS (90)

EXERCICE
SUIVANT (91)

5.0 DEPENSES A LA CHARGE

~~DU BUDGET DES CE~~
(~~RESTITUTIONS/INTERVENTIONS~~)
~~DES BUDGETS NATIONAUX~~
~~D'AUTRES SECTEURS~~

5.1 RECETTES

- RESSOURCES PROPRES DES CE
(PRELEVEMENTS/DROITS DE DOUANE)
~~SUR LE PLAN NATIONAL~~

-

-

-

1992

1993

1994

1995

5.0.1 PREVISIONS DES DEPENSES

5.1.1 PREVISIONS DES RECETTES

5.2 MODE DE CALCUL :

6.0 FINANCEMENT POSSIBLE PAR CREDITS INSCRITS AU CHAPITRE CONCERNE DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.1 FINANCEMENT POSSIBLE PAR VIREMENT ENTRE CHAPITRES DU BUDGET EN COURS D'EXECUTION

OUI/NON

6.2 NECESSITE D'UN BUDGET SUPPLEMENTAIRE

OUI/NON

6.3 CREDITS A INSCRIRE DANS LES BUDGETS FUTURS

OUI/NON

OBSERVATIONS :

COM(90) 42 final

DOCUMENTOS

PT

11 03

N.º de catálogo : CB-CO-90-111-PT-C

ISBN 92-77-58310-X

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias
L-2985 Luxemburgo